

récemment engagés des fonds pour « combattre le VIH/SIDA, réduire le fardeau du service de la dette et appuyer les programmes de développement des priorités. »

Et le Burundi est un pays qui est toujours aux prises avec une guerre civile, une guerre menée dans une région volatile. Le Swaziland n'est pas en guerre et ne s'attend pas à l'être mais il présente en effet un taux d'infection de 22 % pour le VIH parmi la population adulte. Les cas de VIH/SIDA nécessitent maintenant plus de la moitié des lits dans certains centres de santé, étirant la capacité à la limite. Selon le récent Rapport sur le développement humain du Swaziland, produit par un forum de groupes de la société civile nationale avec l'aide du PNUD, le pays est maintenant confronté à des « niveaux élevés d'inégalités, de pauvreté et de privations ».

***Le sommet du G-8 doit utiliser l'engagement récent plus fort pour ce qui est du VIH/SIDA en Afrique, et il doit consacrer des ressources et appliquer une forte pression pour s'assurer que les gouvernements africains travaillent avec la société civile pour modeler et mettre en œuvre les politiques humanitaires appropriées pour répondre à la pandémie du VIH/SIDA*** avant qu'elle ne détruise ce qu'ils professent comme objectif, le dégagement du malaise du sous-développement et de l'exclusion dans un monde globalisant.

Ce point a été soulevé par vos collègues africains lors de la réunion des représentantes et représentants syndicaux internationaux avec l'hôte italien du Sommet G-8 à Gênes (le Premier ministre Berlusconi). Les dirigeants africains n'ont pas parlé du VIH/SIDA lorsqu'ils se sont rencontrés en octobre 2001; il ne pourront pas se permettre de le faire et ne seront pas alloués à le faire, quand ils feront des présentations aux dirigeants du G-8 en juin 2002.

Ces questions interreliées, la bonne gestion publique, la paix et la sécurité, et le VIH/SIDA ne sont pas des ajouts ou des post-scriptum pour la Relance de l'Afrique; elles sont essentielles. Si on ne réussit pas à modifier le visage et la dynamique de l'Afrique en ce qui a trait à tout cela, il est inutile de croire que toute nouvelle relation en matière d'économie et d'investissement fonctionnera ou sera appuyée à l'extérieur des ententes intergouvernementales qui ne suffisent pas de toute manière.

Mais les gouvernements africains montrent-ils un signe d'engagement face à cette réalité, pour agir avec et pour leurs peuples afin de faire des progrès sur les trois fronts énumérés ci-dessus? Seuls les peuples africains eux-mêmes peuvent répondre à la question, par l'entremise des organisations de la société civile comme les syndicats, leurs structures traditionnelles, leurs institutions académiques en émergence. Nous nous joignons aux autres organisations canadiennes pour reconnaître que nos homologues doivent être entendus et doivent pouvoir parler.

Voilà une responsabilité tant pour les gouvernements africains et ceux du G-8. Nous sommes déterminés à ce qu'on ne passe pas à côté de cette responsabilité.

### **Pas un photo op, plutôt un ouvrage en cours**

Les partenaires du développement ont une lourde responsabilité face à la population mondiale qui vit dans la pauvreté, est dépossédée et connaît des conflits. Écrasée au point où elle ne peut jouir de la pleine mesure de la sécurité sociale, qu'elle ne peut s'engager dans un travail complet et choisi librement et qu'elle ne peut utiliser pleinement les possibilités auxquelles elle a droit. Nul doute que c'est chose sûre pour l'Afrique, où des années